



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Subdivision 4 - carrières

Affaire suivie par : Eric CHARMASSON
Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche
Tél. : 04 75 82 46 46
Fax : 04 75 82 46 49
courriel :
eric.charmasson@developpement-durable.gouv.fr

20190419-CR-DACA0355

PROCÈS-VERBAL DE RÉCOLEMENT

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement
Fin de travaux et remise en état partielle de carrière.

Référence :

Déclaration reçue le 21 décembre 2018 à la DDPP de la Drôme de Monsieur Dominique Dorel,
Président de la société DELMONICO DOREL CARRIÈRES.

Exploitant :

Société DELMONICO DOREL CARRIÈRES
La Ravicole
26140 ANDANCETTE

Actes administratifs :

La société DELMONICO DOREL est autorisée par l'arrêté préfectoral 2011048-0007 du 17 février 2011 à exploiter une carrière de sables et graviers aux lieux-dits « Les Iles » et « Jeton » sur la commune de Livron-sur-Drôme sur une superficie de 19ha 69a 50ca et pour une durée de 20 ans.

Localisation de l'exploitation :

Commune : LIVRON-SUR-DRÔME
Lieu-dit : « Les Iles » et « Jeton ».

Parcelles objets de la demande d'abandon partielle :

Parcelles	Section	Lieu-dit	Superficie (en m²)	Superficie réellement abandonnée (en m2)
1pp	YM	« Jeton »	8 720	16 823
2pp			10 070	
3			15 330	15 330
4			17 060	17 060
5			16 000	16 000
94			430	430
TOTAL			67 610	65 643

Déclaration de fin de travaux :

Au vu des résultats de l'instruction menée et des constatations effectuées sur site le 18 avril 2019, il apparaît que l'état du site est conforme aux objectifs de remise en état spécifiés par l'arrêté préfectoral n°2011048-0007 du 17 février 2011.

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été établi.

Fait à Valence, le 25/04/2019

l'inspecteur de l'environnement,



Eric CHARMASSON

NB : Le présent procès-verbal de récolement ne peut être assimilé à un quitus, et des prescriptions complémentaires pourraient être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L511.1 du code de l'environnement.